



In the early 1980s, historic railway stations—hundreds of them in rural and urban Canada—were declared redundant by railway companies anxious to remove them from the landscape. Galvanized by CP Rail's demolition of the West Toronto Station in 1982, Heritage Canada Foundation took action. Almost a decade later, after a wild rollercoaster ride through Parliament, *An Act to Protect Heritage Railway Stations* ultimately received support from all parties, and finally came into effect in 1990. Since that date, 164 heritage railway stations have been legally protected under this Act.

Every decade since, more historic building types get added to the list of “species at risk.” The uncertain future of historic places of faith emerged as a new national crisis beginning in the 1990s. Quebec, with its immense inventory of religious architecture, was the canary in the coal mine, and has led the way in responding to the crisis, investing almost \$200 million since 1995 in buildings still serving a religious function. Historic schools were deemed the latest endangered place in a recent issue of *Héritage*.

Railway stations, historic places of faith, and older schools are all purpose-built buildings sideswiped by changing technology and demographics. But these places matter, and Canadians find creative ways to sustain them, either fighting to keep the original function in place—witness Our Lady of the Assumption Church in Windsor, Ontario—or creating sympathetic new uses, as seen in Wolfville, Nova Scotia where the former Dominion Atlantic Railway station now serves as the town library.

Today, it is Canada's lighthouses that are under intense pressure. Some of the more than 500 lighthouses declared “surplus” by the federal government can easily become community focal points, like the lighthouse at Cape Enrage, New Brunswick which serves a burgeoning adventure tourism industry. Others, due their remote location and years of neglect, will tax local resources and require a source of financial assistance.

With your help, we can turn the tide, and remove historic lighthouses from the species at risk list. Sign the petition at savecanadaslighthouses.ca today!

Au début des années 1980, les compagnies ferroviaires ont déclaré des gares historiques excédentaires et résolu de les faire disparaître du paysage. Des centaines de gares ont été visées au Canada, en milieu rural et en milieu urbain. Galvanisée par la démolition de la gare CP de Toronto-Ouest en 1982, la fondation Héritage Canada a réagi. Près d'une décennie plus tard, au terme d'un véritable parcours de montagnes russes au Parlement, la *Loi sur la protection des gares ferroviaires patrimoniales* a finalement été approuvée par tous les partis; elle est entrée en vigueur en 1990. Depuis lors, 164 gares patrimoniales ont été protégées en vertu de la Loi.

À chaque décennie successive, d'autres types de bâtiments historiques s'ajoutent à la liste des « espèces menacées ». L'avenir incertain des lieux de culte historiques a engendré une nouvelle crise nationale à partir des années 1990. Le Québec, avec sa vaste réserve d'architecture religieuse, était comme le canari dans la mine de charbon. Il a montré la voie à suivre en investissant à partir de 1995 presque 200 millions de dollars dans des bâtiments remplissant toujours une fonction religieuse. Maintenant, c'est au tour des écoles d'être en péril ainsi que le signalait un récent numéro d'*Héritage*.

Les gares, les lieux de culte et les écoles historiques sont autant de bâtiments polyvalents victimes de l'évolution de la technologie et de la démographie. Pourtant ils conservent leur importance, et les Canadiens trouvent des moyens créatifs de les protéger. Ils luttent parfois pour préserver leur fonction d'origine, comme dans le cas de l'église Our Lady of the Assumption à Windsor (Ontario). D'autres fois, ils créent de nouvelles vocations compatibles, comme à Wolfville (Nouvelle-Écosse) où l'ancienne gare du chemin de fer Dominion-Atlantic abrite désormais la bibliothèque municipale.

Aujourd'hui, ce sont les phares du Canada qui sont menacés. Plus de 500 phares ont été déclarés excédentaires par le gouvernement fédéral, mais certains pourraient aisément devenir des points d'intérêt au sein de leur communauté. Par exemple au cap Enragé (Nouveau-Brunswick) un phare a été mis au service du tourisme d'aventure, qui est en plein essor. D'autres sont si isolés et ont été négligés si longtemps qu'ils taxeront les ressources locales et auront besoin d'un apport financier.

Avec votre aide, nous pouvons résister à la marée et sauver les phares historiques. Signez dès aujourd'hui la pétition à sauverlespharesducanada.ca!

